

La conquête du pouvoir au Mali par les jeunes au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012¹

Ambroise Dakouo²

Introduction

L'ouverture démocratique au Mali à la faveur de la révolution populaire de mars 1991 a été l'œuvre conjuguée de plusieurs acteurs dont celui de la jeunesse malienne à travers les mouvements associatifs estudiantins. Près de vingt ans après, le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012 a été perpétré par de jeunes officiers de rang, en manifestation à la gestion de la crise sécuritaire qui sévissait alors dans le nord du pays. L'analyse des manifestations – spontanées – de soutien aux auteurs du coup d'Etat a montré une exaspération généralisée, une aspiration à un changement global de gouvernance du pays. Il faut en effet, souligner que plus de vingt ans après son entrée en démocratie, le Mali a fait l'amère expérience de fractures profondes dues à une corruption généralisée, au clientélisme politique, à la dilapidation à grande échelle des maigres ressources de l'État, à la gestion présidentialisée désastreuse du pouvoir³.

Ce texte pose la problématique de l'accès au pouvoir par les jeunes au Mali, au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012. A cet effet, il s'est agi d'appréhender le processus d'idéologisation de l'alternative et les stratégies de conquête du pouvoir par les jeunes. Ce travail a été basé sur l'observation de la scène politique malienne ces dernières années, sur la conduite d'entretiens semi-directifs. Mais, plus que toutes autres sources, c'est l'analyse des contenus de la presse écrite nationale (privée et publique) qui montre clairement un processus de conceptualisation idéologique et le positionnement de plus en plus audacieux des acteurs jeunes face aux « aînés politiques ».

¹ Ce texte a été présenté le 13 juin 2013 lors du Colloque internationale de la jeunesse malienne à Paris/ UNESCO. Thème du Colloque : « La jeunesse malienne, entre autonomie, mobilisation et exclusion »,

² L'auteur est diplômé de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID) de Genève en Suisse. Spécialiste en gouvernance, membre de ARGA au Mali et chercheur à l'Institut du Local (IDL).

³ Ismaïla Samba Traoré, lors d'une conférence (21 mai 2012) aborde le thème « Art et Démocratie », tout en prenant le soin d'analyser l'échec de la démocratie malienne.

Les jeunes dans la lutte pour l'avènement de la démocratie pluraliste

L'année 1991, a constitué, un véritable tournant dans la vie de la nation malienne. En effet, à la suite d'une révolution populaire parachevée par un coup d'Etat militaire, le Mali a accédé à la démocratie à travers l'instauration d'un multipartisme intégral. L'accession du Mali à la démocratie a été possible à travers l'engagement collectif de plusieurs acteurs politiques, de la société civile, et des jeunes dont les mouvements estudiantins ont été en première ligne des manifestations et des contestations du régime du général Moussa Traoré.

À l'origine de cette révolution populaire, il s'est trouvé un contexte historique international favorable à la démocratisation des Etats et une situation socio-économique interne désastreuse doublée par de graves privations des libertés⁴. C'est la conjonction de l'ensemble de ces facteurs et des mouvements politico- civiles et militaires agrégés, qui ont permis l'aboutissement de la lutte contre le régime de Moussa Traoré.

L'œuvre de la jeunesse malienne est demeurée prépondérante dans l'aboutissement de cette lutte. Le mouvement estudiantin, AEEM en rejoignant les associations politiques (CNID, ADEMA, AJDP, JLD, appelé Mouvement Démocratique), s'est positionné à la pointe du combat démocratique. L'AEEM a organisé «une série de grèves et de manifestations» qui ont eu pour conséquences de déstabiliser le régime de Moussa Traoré et de provoquer sa chute.

Au lendemain du renversement du général Moussa Traoré, la jeunesse a participé pleinement au Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP), alors mis en place. Oumar Mariko, leader du mouvement estudiantin affirmait alors leur positionnement : «*Nous sommes une organisation syndicale indépendante de toute formation politique [...] Nous entendons néanmoins influencer sur les changements en cours. Il faut qu'on*

⁴ La contribution Badara Alioune Berthé, dans l'ouvrage publié par le Centre Djoliba et le Mémorial Modibo Keita « Bâtissons la mémoire du Mali démocratique » (2002 :82) montre le rôle de la jeunesse dans la lutte pour l'avènement démocratique. L'auteur évoque entre autres le rôle de l'Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM). Toutefois, l'ouvrage aborde également le rôle de plusieurs autres associations politiques dont le Congrès National d'Initiative Démocratique (CNID), l'Alliance pour la Démocratie Malienne (ADEMA), l'Association des Jeunes pour la Démocratie et le Progrès (AJDP), la Jeunesse Libre et Démocratique (JLD) etc.

marque de notre sceau les décisions nées du changement parce que nous sommes concernés par l'avenir de ce pays »⁵.

Le CTSP a organisé du 29 juillet au 12 août 1991, la Conférence Nationale avec toutes les composantes de la Nation malienne. L'une des principales conclusions de cette conférence a été le projet de Constitution. A travers cette Constitution qui a été validée par le référendum du 12 janvier 1992, le Mali a inauguré la III^{ème} République en jetant les bases d'une démocratie pluraliste⁶.

L'analyse de l'évolution historique depuis 1991 montre une configuration politique qui implique largement la jeunesse. Pour Anne Muxel, il faut comprendre l'engagement des jeunes au travers d'actions concrètes, comme des formes de mobilisation qui révèlent des fractures et des dysfonctionnements dans la société (Anne Muxel 2000). En effet, au Mali, comme un peu partout sur le continent africain, les luttes pour l'ouverture démocratique au début des années 90 ont mis en scène la jeunesse, qui a investi « les rues comme nouveaux terrains d'expression et de mobilisation ». Ces actions de mobilisation ont un peu partout sur le continent abouti à des « changements sociopolitiques et institutionnels ».

La scène politique malienne au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012

Depuis 1992 le Mali a organisé cinq élections présidentielles (1992, 1997, 2002, 2007, 2013), quatre élections législatives (1992, 1997, 2002), quatre élections communales (1992, 1999, 2004, 2009) et un référendum constitutionnel en 1992. L'organisation des élections au Mali est passée par diverses phases : des élections fondatrices faiblement contestées en 1992, à un « boycott très actif » en 1997, et à des élections plus ou moins consensuelles en 2002 et 2007⁷.

⁵ Interview exclusive de Oumar Mariko, in l'Essor hebdo n°1629 des 6 et 7 avril 1991, recueillis par Oumar Maïga et Ousmane Maïga.

⁶ Dans une contribution à l'Institut Africain de la Gouvernance (IAG), Ousmane Sy, analyse la problématique de l'Etat malien en situant les bases de sa formation démocratique. Voir : « Le Mali, une Nation qui cherche encore un Etat » : <http://www.iag-agi.org/spip/Le-Mali-une-Nation-qui-cherche.html>.

⁷ Le Mali a organisé sa cinquième élection présidentielle qui s'est déroulée les 28 juillet (premier tour) et 11 août 2013 (deuxième tour). Ces élections se sont déroulées dans des

Pourtant, cette dynamique électorale qui a valu au Mali d'être appréciée comme un « modèle de démocratie » dans la sous région ouest-africaine a été interrompu par un coup d'Etat. Le 22 mars 2012, un coup d'Etat perpétré par des jeunes officiers de l'armée malienne réunie au sein du Comité National pour le Redressement de la Démocratie et la Restauration de l'Etat (CNRDRE), est intervenu dans un contexte de crise sécuritaire. En effet, dans la foulée du coup d'Etat, des rebelles indépendantistes (MNLA) et des groupes armés (Ançar Eddine, MUJAO) ont occupé les principales régions du Nord du Mali (Tombouctou, Gao et Kidal) et ont plongé le pays dans une situation d'instabilité politico-institutionnelle et sécuritaire⁸.

Il est apparu dans les vagues de mobilisation et aussi dans les soutiens aux militaires putschistes un reproche à l'ancienne classe dirigeante et à l'ensemble de l'élite politique. Il s'en est suivi, un « bouleversement de l'espace politico-institutionnel » qui s'est caractérisé par un rapprochement des partis politiques avec les acteurs de la société civile. Les partis politiques, les associations, et autres regroupements ont convergé vers la formation de coalitions pour s'inscrire dans la dynamique du débat national sur la reconquête des régions occupées et pour le retour à l'ordre constitutionnel. Les principales coalitions ont été le FDR (Front Uni pour la sauvegarde de la Démocratie et de la République (FDR), la COPAM (Coordination des Organisations Patriotiques du Mali), il y'a eu également l'ADPS (Alliance des Démocrates Patriotes pour la Sortie de crise), le CSM (Convergence pour Sauver le Mali) et la Coalition IBK – Mali 2012.

L'effervescence pour la création des associations et des groupements politiques a témoigné en partie de la capacité de mutation et de l'opportunisme des acteurs en fonction du contexte sociopolitique du moment. De cette dynamique, il faut y lire la quête d'une ré-légitimation de soi, tant par les acteurs politiques que sociaux. En effet, la brutalité du coup d'Etat du 22 mars 2012, a décrédibilisé l'action globale des formations politiques traditionnelles qui pour la plupart ont soutenu le régime déchu du président Amadou Toumani Touré (ATT).

conditions techniques et logistiques difficiles, mais elles se sont soldées par la reconnaissance du candidat élu par son principal challenger.

⁸ Après le coup d'Etat du 22 mars 2012, les régions nord du Mali ont été occupées par des groupes armés revendiquant à la fois l'indépendance de ces régions et l'application de la charia (la loi islamique). Il s'agit du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), de Ansar Dine (défenseurs de la religion), du Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

C'est pourquoi les principales associations et regroupements (les coalitions) qui se sont créés ont représenté trois blocs idéologiques (si tant est que l'on peut parler d'idéologie) : les premiers ont milité pour le respect de l'ordre constitutionnel et des principes démocratiques, les seconds pour un changement des acteurs et du mode de gouvernance et enfin les autres ont gardé une position centriste. A noter que les religieux, les mouvements de femmes et de jeunes y ont également pris une place considérable dans cette configuration sociopolitique.

Les acteurs jeunes ont été captés au sein de ces grandes coalitions politico-associatives. La lecture de l'évolution politique malienne n'a été alors possible qu'à travers l'analyse de ces coalitions mixtes, composées d'acteurs hétéroclites. Mais, à y regarder de près, ces coalitions ont semblé être essentiellement à l'usage de mentors politiques, au service d'ambition présidentielle alors invisible.

Loin s'en faut, une telle configuration de l'espace politique n'a pas interrompu l'émergence d'un discours populaire autour de l'avènement d'une classe politique rajeunie. Le recueil sémantique a montré cette volonté de changement. Dans ce registre, on a recensé des expressions comme : « *maa bolo dièlen* » (de nouvelles élites), et on indique clairement « *an tè korolèn fè, fo kura* » (nous voulons de nouveaux dirigeants). A la fois au niveau de l'imaginaire populaire qu'au niveau des jeunes leaders politiques, les termes de « changement », de « renouveau », d'« innovation », etc. ont été diffusés.

Pourtant, cette évolution sémantique, n'est pas un phénomène nouveau dans l'analyse de la politique malienne. Déjà en 1991, l'aspiration à un changement global de la vie politique, des institutions de l'Etat et une grande lessive des comportements sociaux étaient au cœur des revendications (Sow 2008 :140).

En dépit de cette aspiration au changement, il faut noter qu'au Mali, le rapport à la politique et les conceptions anthropologiques de la notion de pouvoir ne facilitent pas la mise à l'écart des aînés. Il est ressorti des entretiens que « le pouvoir ne se donne pas mais qu'il s'arrache ». L'historiographie du pouvoir dans les sociétés traditionnelle du Mali, montre une évolution sémantique des termes du « *mansaya* » vers le « *famaya* », soit du pouvoir héréditaire, au pouvoir conquis, par la force et par les armes. Cette évolution historique et le patrimonialisme chefferial

permettent de comprendre le rapport au pouvoir politique et la difficulté de voir s'opérer un renouveau systématique de la classe politique (Bagayoko 1989 :452-453).

Bagayoko montre que « le pouvoir advint comme un destin singulier à celui dont l'ontologie le prédisposait à supporter la charge des *nyama* » (1989 :454). Il y a donc un rapport singulier et symbolique au pouvoir, qui apparaît comme une transmission divine. Dans une telle configuration, il demeure dans l'imaginaire populaire que la seule compétition électorale ne suffit pas à conquérir le pouvoir. La vague de soutien des religieux à la candidature de Ibrahim Boubacar Keita et la traduction symbolique de sa victoire peuvent être des points d'entrée afin d'apprécier à nouveau cette conception du pouvoir⁹.

Idéologisation de l'alternative politique comme combat de génération

L'interrogation de Labadie (2001) sur la question jeune dans une société en mutation et la nécessité d'un nouveau contrat, sinon d'un nouveau pacte intergénérationnel a trouvé largement écho dans la conjoncture politique au Mali. En effet, le bouleversement politico-institutionnel au Mali n'a pas directement donné lieu à un changement d'acteurs et s'est caractérisé d'ailleurs par une certaine « résistance » des aînés politiques à défendre leur causes et a ré-légitimé leur statut.

Face à cette situation, une certaine idéologisation (naissante) de l'alternative s'est systématisée et a pris une place permanente dans le discours des jeunes leaders politiques. Certains parmi eux ont parlé de « tournant générationnel »¹⁰. Le tournant générationnel n'est autre que l'aspiration à une alternative et à un renouvellement des acteurs de la classe politique qui depuis près d'une vingtaine d'années ont occupé les sphères de gouvernance du pays et qui par conséquent sont accusés d'être en partie responsables de la crise politico- institutionnelle et sécuritaire qui a secoué le pays.

⁹ Ibrahime Boubacar Keita dit IBK a été élu président de la République du Mali avec 77, 61% des voix selon les résultats définitifs proclamés par la Cour Constitutionnelle le 20 août 2013.

¹⁰ L'auteur de cette expression « le tournant générationnel », est Housseini Amion Guindo, président du parti CODEM (Convergence pour le développement du Mali). Les discours de plusieurs autres candidats jeunes ne sont pas très éloignés du « tournant générationnel », même si ces derniers n'utilisent pas nécessairement l'expression.

L'idéologisation de l'alternative laisse apparaître, une certaine conception du changement. Le changement est lié à l'accession au pouvoir de nouveaux acteurs, il inclut essentiellement la notion d'alternative politique. Mais, deux indicateurs permettent d'apprécier ce changement à savoir l'âge et la trajectoire politique de l'acteur.

Toutefois, l'appréhension de telle manifestation idéologique se fonde sur l'exploration du concept de « génération ». Le concept est utilisé ici dans le même sens que Thierry Blöss et Isabelle Feroni (1991) pour désigner des groupes sociaux concrets dotés de la conscience d'appartenir à une même génération ou des cohortes dans des conjonctures historiques semblables. Une telle approche du concept a le mérite de déboucher sur deux aspects opératoires pertinents dans l'analyse du cas malien.

Premièrement, la définition laisse apparaître l'idée de « groupe » identifiable, que sont les partis politiques jeunes et les mouvements associatifs formés par les jeunes. Son implication dans l'avènement de la démocratie pluraliste en 1991 et son rôle récent dans la rupture du processus démocratique en 2012, place nécessairement la jeunesse au cœur des changements politico-institutionnels au Mali. Mais loin de constituer un groupe homogène, avec des valeurs et des symboles identiques, la jeunesse ici apparaît comme une sorte de « cohorte socialisée » dont le rapport au pouvoir reste ambigu et conflictuel. Longtemps instrumentaliser et utiliser comme marchepied par les leaders politiques, elle dispute aujourd'hui le pouvoir politique sous des formes diverses.

Deuxièmement, il apparaît la notion de « conjoncture historique », qui a été dans notre cas appréhendé comme étant le contexte post- coup d'Etat du 22 mars 2012. Sans forcément être une rupture fondamentale dans l'histoire socio- politique du Mali, le coup d'Etat de mars 2012 est intervenu néanmoins après vingt une années de pratique démocratique saluée comme un modèle dans la sous- région.

Dans son article sur les « Rapports de générations et parcours de vie », Claudine Attias-Donfut (1989 :3) a montré que les jeunes sont plus réceptifs aux changements sociaux, ils s'emparent des potentiels de changement et en font un changement effectif. Si la jeunesse malienne a acquis une force politique depuis 1991, peut -elle saisir la conjoncture post- 22 mars 2012, pour conquérir le pouvoir politique, dans un contexte où la compétition électorale est déséquilibrée en sa défaveur ?

La construction de l'idéologie de changement pour soutenir les stratégies de conquête du pouvoir par les jeunes a été fondée essentiellement sur une critique systématique du « bilan » des « aînés » et des anciennes formations politiques. Par exemple, à travers leur assise territoriale l'ADEMA-PASJ, l'URD, le RPM, le MPR, le PARENA, etc. comptent dans leurs rangs la majorité des députés, soit 54 pour l'ADEMA, 34 pour l'URD, 11 pour le RPM, 8 pour le MPR, 7 pour le CNID, et 4 pour le PARENA, ce qui représente environ 80% des élus à l'Assemblée nationale pendant la législature 2007-2012. De 1992 à 2002 le président de la République du Mali a été issu des rangs de l'ADEMA-PASJ, de 2002 à 2012, un candidat indépendant Ahmadou Toumani Touré a dirigé le pays, il a été soutenu lors des élections de 2007 par une plate forme de 33 partis politiques parmi lesquels l'on retrouve l'ADEMA-PASJ, le MPR, le CNID, etc.

En effet, la cartographie des partis politiques ayant participé directement ou indirectement à la gouvernance du pays ces vingt dernières années montre une constance autour des partis tel que l'ADEMA-PASJ, le MPR, l'URD, le CNID, le PARENA, le RPM, etc. Ce quasi- monopole de l'espace politique par les grandes formations politiques empêche l'émergence des « petits » partis du fait de leur inexpérience, de la faiblesse de leur assise nationale et de leurs ressources financières. Dans un tel contexte, l'opportunité qu'offre le « bouleversement politico-institutionnel » avec le coup d'Etat de mars 2012 se présente comme une « occasion » pour les jeunes. Ces acteurs ont profité de cette conjoncture pour diffuser les thèmes de l'alternative, de changement, de « tournant générationnel » afin de capter l'attention de l'opinion publique et d'y faire adhérer une grande masse de l'électorat malien.

Les rapports au pouvoir au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012

Pour Pierre Bourdieu (1985), les conflits de génération sont des conflits de succession pour la transmission du pouvoir ; les oppositions entre les générations confrontent dans un champ social donné les détenteurs de biens ou de positions sociales aux prétendants à ces mêmes biens ou places. Dans une telle perspective, les rapports au pouvoir se manifestent différemment. On a observé au lendemain du coup d'Etat de mars 2012 deux types de rapport au pouvoir.

Le premier type de rapport a été contestataire et conflictuel. Ce rapport se manifeste chez des groupes comme le Mouvement Yèrèwoloton, le parti

SADI, la COPAM, etc. Leur objectif a été d'aboutir à un changement radical de la gouvernance politique du pays, en passant par un renouvellement total des anciens acteurs. Les discours y sont donc plus acerbes et dénonciateurs comme le témoigne ces propos de l'Association Rebâtir la Maison Mali : « *Ce pays a besoin d'une nouvelle gouvernance politique, d'une nouvelle gouvernance économique, d'une nouvelle gouvernance morale, il a besoin d'une alternance vraie avec une autre race de dirigeants ayant à cœur le souci de dissiper le climat d'incertitude et de méfiance qui enveloppe les acteurs de la vie politique et de la société civile* » (Quotidien d'informations générales « L'Indépendant », Bamako : n°3254, lundi 13 mars 2013, p7).

Ces acteurs ne constituent pas un groupe homogène, loin s'en faut. Si le parti SADI a été longtemps l'un des piliers de l'opposition au Mali et s'identifie à son leader Oumar Mariko, ancien coordinateur de l'AEEM, le Mouvement Yèrèwoloton est un regroupement associatif, plus récent et s'est fait remarqué par des manifestations bruyantes. Né en 2012, quelques semaines seulement avant le coup d'Etat militaire, le mouvement Yèrèwoloton composé de dix sept associations membres, ambitionnait de « faire évoluer la société malienne » en s'inspirant du printemps arabe. Le mouvement organisera des sit-in plusieurs semaines durant devant l'Assemblée Nationale : « *Notre place Tahrir, c'est l'Assemblée Nationale, c'est la place du peuple* » (Entretien, Mamadou Boré, Président du Mouvement Yèrèwoloton, 2013). Sans forcément investir, la violence comme un moyen de pression ou d'action, le mode opératoire des tenants de cette tendance a été beaucoup basé sur les manifestations de rues (les marches), les meetings, les émissions radios critiques, etc. Ces jeunes ont une conscience de génération qui leur permet d'appréhender objectivement les responsabilités politiques (Akindé, 2011). Même si, ce type de rapport est demeuré en dernier ressort éphémère et isolé, il n'en demeure pas moins qu'il a existé. Autant ce rapport a été conflictuel, autant il dépendait de la conjoncture politico-institutionnelle.

Le second type de rapport au pouvoir est policé et régulier. Dans ce registre, on trouve plusieurs formations politiques comme le parti Yèlèma, la CODEM, le parti CAP, le PACP, etc. Ici, on retrouve donc des acteurs jeunes, qui tentent de moderniser le combat politique : « *Nous avons pris l'engagement ferme d'assumer pleinement notre devoir de citoyens, notre devoir de génération consciente. Nous mènerons toujours le combat qui aura pour finalité d'amener tous les maliens dans le chemin du progrès. Il*

ne s'agit pas pour le CAP de se présenter aux maliens avec un bâton magique, mais de tenir un langage de vérité et de le faire porter par les femmes, et hommes courageux, compétents, intègres. Nous sommes un parti sérieux qui a beaucoup d'ambition. Nous sommes un parti pour la rupture et qui inscrit son action dans la durée » (Allocution du président du CAP, Jean Marie Sangaré à l'occasion de la conférence de presse du parti, lundi 13 mars 2013).

La démarche opératoire de ces acteurs politiques semble être mieux structurée et cohérent. Dans tous les cas, ces acteurs ont intégré l'usage intensif des réseaux sociaux et autres technologies modernes de communication pour la diffusion de leurs messages et pour la mobilisation de leurs partisans.

La négociation comme stratégie de conquête graduelle du pouvoir

L'idéologisation de l'alternative politique, n'empêche pas de poser la question de la capacité de la jeunesse à conquérir le pouvoir. Au contraire une telle interrogation permet d'appréhender la configuration sociopolitique et les défis liés à l'action politique de la jeunesse au Mali et ce, malgré son implication historique dans l'avènement de la démocratie pluraliste.

Une chose est sûre, l'opinion publique nationale a largement intégré dans son vocabulaire et dans sa conception de la politique actuelle, la nécessité de voir s'opérer un changement des acteurs politiques. Le Quotidien privé, Le Pouce rapporte à ce propos : *« les jeunes et les femmes n'entendent plus servir de marchepied pour les autres, notamment, les dinosaures de la politique malienne qui croient toujours profiter de la naïveté de ces deux couches, parfois, taillables et corvéables à merci et manipulables à souhait... C'est le temps du changement souhaité par tous et réclamé en sourdine depuis des lustres. Il faut que le pays donne à chacun sa chance, notamment, à la jeunesse de faire ses preuves »* (Sinaly, Le Pouce, 2 avril 2013).

En réalité, plusieurs facteurs ont freiné l'essor des jeunes formations politiques. Par exemple, le maillage du tissu administratif par les cadres issus des grands partis, la faiblesse des ressources financières des partis politiques jeunes, la faible représentativité territoriale des partis politiques jeunes, la non traduction des discours et des aspirations populaires en une force électorale en faveur des leaders politiques jeunes.

Dans ce même registre, la corruption politique apparaît chez Ali Cissé comme le principal facteur de pervertissement de la compétition électorale et du déséquilibre des forces entre les jeunes partis politiques et les anciens. « D'un côté, l'argent sale accumulé en détournant des fonds publics ou en attribuant complaisamment des marchés publics est d'un concours précieux pour se faire une place au soleil dans l'arène politique par le système précieux du *patronage* fortement ancré dans les habitudes des maliens. De l'autre côté, l'obtention d'un mandat électif ou la nomination à de hautes fonctions de l'Etat offre une certaine couverture, voire même une certaine impunité » (2010 :106). Il montre comment deux logiques de redevabilité convergent et se maintiennent en équilibre, à travers une communication fructueuse au moyen de la compétition électorale. Conscient de ces limites, les acteurs jeunes développent des stratégies de négociation, qui vise à leur rapprocher du centre du pouvoir politique. Ces stratégies de négociation peuvent être appréhendées sur deux plans :

La mobilisation de l'électorat en faveur des grandes formations politiques

Cette forme de clientélisme politique vise à intégrer la sphère des grandes formations politiques et à se positionner comme un véritable mobilisateur social. Dans de telle stratégie de négociation, se sont à la fois les organisations associatives et les partis politiques qui sont mis à la disposition d'un leader politique. Le plus souvent, se sont des réseaux qui ont été créés et entretenus par les jeunes eux-mêmes afin de mobiliser l'électorat en faveur d'un candidat.

La stratégie des alliances politiques

Si la formation des alliances politiques appartient de façon classique aux jeux de la compétition électorale, elle est devenue une stratégie usitée par les jeunes partis politiques. L'évolution des coalitions et autres alliances au Mali montre des regroupements hétéroclites qui réunissent en leur sein de grandes formations politiques susceptibles de remporter les élections ou de se maintenir dans le dernier carré de la compétition électorale. Ces formations politiques autour desquels gravitent les jeunes partis sont caractérisées par leur ancienneté dans la sphère politique et aussi par une solide assise financière.

L'engagement politique des jeunes s'est construit depuis 1991 avec la lutte révolutionnaire pour l'instauration de la démocratie multipartite. Mais, la configuration sociopolitique malienne avec une domination systématique des grandes formations politiques a empêché toute alternative « profonde »

des acteurs de la gouvernance politique du pays présents dans l'espace politique depuis plusieurs années, comme l'envisageraient certains acteurs jeunes. Il faut en ce moment être d'accord avec Anne Muxel, quant elle soutient que la forme d'intervention politique de la jeunesse doit s'inscrire dans « la négociation que toute génération nouvelle doit faire, d'une part, avec la culture politique dont elle hérite et, d'autre part, avec les conditions d'expérience propres à la conjoncture historique et politique dans laquelle elle prend place » (Anne Muxel 2010).

Dans une approche de l'étude de la politique en Afrique, Rémy Bazenguissa-Ganga (2001 :133) a montré comment les configurations politiques se rapportent à « l'identité du leader et se construisent empiriquement en même temps que celle de sa base politique ». Rapporté au cas malien, où les partis politiques se construisent à travers l'identité du « chef », il est difficile de voir émerger de véritable rupture entre la base sociale et ces chefs politiques.

La fixation d'un espace politique de compétition électorale est devenue alors difficile pour les acteurs politiques jeunes. En effet, l'expérience politique du Mali a montré que les termes de la compétition électorale ne sont pas nécessairement basés sur la comparaison objective des projets de société entre partis politiques mais plutôt sur l'incarnation sociologique du candidat dans l'imaginaire populaire. Un accès progressif au pouvoir, marqué par un rapprochement par « à-coup », semble être la forme la plus concrète de la stratégie de conquête du pouvoir par les jeunes acteurs politiques maliens.

Conclusion

La conjoncture post- coup d'Etat du 22 mars 2012, a modifié certes les rapports entre les anciennes élites politiques et les jeunes, mais elle ne semble pas occasionner une véritable évolution allant dans le sens du renouvellement de la classe politique dirigeante. Face aux jeunes acteurs politiques, les « anciens », se sont investis dans des stratégies de « légitimation de soi », en fondant leurs actions dans de larges coalitions avec les acteurs de la société civile. Cette stratégie a permis de différer l'affrontement « aînés politiques – cadets politiques » sur d'autres champs comme celui de la sauvegarde de la démocratie et de la souveraineté nationale. Étant entendu que le contexte malien post- coup d'Etat du 22

mars 2012 a été aussi celui d'une crise sécuritaire et militaire et de lutte contre des groupes armés et terroristes.

Même si, l'imaginaire populaire a semblé favorable à un changement des acteurs et de gouvernance politique, il faut noter que cela ne s'est pas nécessairement traduit en une force électorale en faveur des acteurs politiques jeunes. En effet, plusieurs facteurs ont perverti la compétition électorale et ne permettent pas l'émergence des jeunes.

Ainsi, donc on en retient que de l'analyse de l'évolution du Mali depuis 1991, la jeunesse malienne a été tantôt au cœur de la conquête du pouvoir et tantôt à la périphérie de la gouvernance politique. A la fois pleinement mobilisée, et à la fois marginalisée, elle est restée un acteur incontournable et permanent de la scène politique. Aujourd'hui, son rapport au pouvoir demeure constamment en négociation face aux aînés politiques. Cette stratégie de négociation graduelle lui permet de se rapprocher du centre du pouvoir notamment en imposant sous forme de pression le discours commun et idéologique de l'alternative politique comme réponse à la mal gouvernance du pays.

Le vaste mouvement d'alliance autour de la candidature de Ibrahim Boubacar Keita (IBK), et la composition de son premier gouvernement après sa victoire à l'élection présidentielle sont autant de réalités qui viennent corroborées, si besoin en était les arguments développés.

Bibliographie

Akindès Francis et Fofana Moussa, (2011). « Jeunesse, idéologisation de la notion de « patrie » et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire », in Akindès Francis (dir), *Côte d'Ivoire la réinvention de soi dans la violence*, Dakar, CODESRIA.

Attias-Donfut, Claudine, (1989). « Rapports de générations et parcours de vie », *Enquête*, Biographie et cycle de vie, [En ligne], mis en ligne le 28 décembre 2005. URL : <http://enquete.revues.org/document82.html>. Consulté le 09 juin 2013.

Bagayoko Shaka, (1989). *Lieux et théorie du pouvoir dans le monde mandé : passé et présent*. Cahier des sciences humaines 25 (4), pp.445-460.

Bazenguissa-Ganga Rémy, (2001). « Rester jeune au Congo-Brazzaville : violences politiques et processus de transition démocratique » in, Collignon, R. et Diouf, M. (eds), *Les jeunes, hantise de l'espace public dans les sociétés civiles*, *Autrepart*, n°18, Paris, IRD.

Blöss Thierry et Feroni Isabelle, (1991). « Jeunesse : objet politique, objet biographique », in *Enquête, La socialisation de la jeunesse*, [En ligne], mis en ligne le 8 février 2006. <http://enquete.revues.org/document147.html>.

Bourdieu Pierre, (1985). « De quoi parle-t-on quand on parle de la jeunesse ? », in *Les jeunes et les autres*, CRIV.

Cissé Ali, (2010). *Mali : une démocratie à refonder*, Paris, L'Harmattan.

Labadie F., (2001). «Vers un nouveau pacte intergénérationnel», *Agora débats/jeunesses*, n°25, l'Harmattan.

Muxel Anne, (2010). « L'engagement politique dans la chaîne des générations », *Projet*, n°316.

Muxel Anne, (2000). *L'expérience politique des jeunes*, Paris, presses science po.

Sow Abdoulaye-Sékou, (2008). *L'Etat démocratique Républicain : La problématique de sa construction au Mali*, Paris, Grandvaux.